L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 32 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 27 OCTOBRE.

LA RÉPUBLIQUE DE M. THIERS.

Sous le titre de *M. Thiers et la colonie française à Milan*, on lit dans le *Corriere di Milano*, en date du 15 octobre :

"Hier, à une heure de l'après-midi, les membre de la colonie française, avec leur digne président, M. Guérin, se sont réunis à l'hôtel Cavour, pour présenter leurs hommages à M. Thiers.

"L'ex-président de la République les a reçus debout, dans un petit salon. Il portait des vêtements gris ; il avait un air de santé et de bonne humeur.

"M. Guérin, d'une voix émue, a adressé à M. Thiers, au nom des membres présents de la colonie, un discours dans lequel il a rappelé les services rendus à la France par M. Thiers, et l'a prié d'accepter l'expression de la reconnaissance et du dévouement des Français résidant à Milan.

"M. Thiers, qui a divers endroits de ce discours, avait fait des signes d'approbation et de satisfaction, a pris ensuite la parole, et, d'un ton familier, avec une voix un peu basse, mais nette et claire, s'est mis à parler des événements arrivés dans ces dernières années et de la situation de la France :

Vous savez, a-t-il dit, que je m'opposais à la guerre de 1870. Malheureusement je n'avais pas d'influence sous l'empire, et ma voix ne fut pas écoutée.

Vous savez de quelle manière les choses se passèrent pendant la guerre ; mais ce ne fut pas la faute de l'armée, je vous l'assure. L'armée française a toujours les grandes qualités qui lui ont donné tant de gloire ; mais nous n'étions pas prêts.

Arrivé au pouvoir, je me hâtai de faire la paix, qui était indispensable ; j'eus à refaire l'ordre à Paris. Il y avait là 20,000 fous ; c'est-à-dire, non pas tous des fous : il y avait encore des criminels. Il fallut réprimer ; il y eut 30,000 individus à juger, ce qui ne s'est jamais vu dans l'histoire. Des condamnés à mort, à peine un quart subit la peine : tout se fit sous l'empire de la loi ; la loi fut scrupuleusement observée.

La monarchie avait été renversée trois fois dans un siècle. Je pensai que la République était devenue inévitable. Je voulus faire une République modérée. Mais on n'a pas voulu ; on m'a écarté du pouvoir. J'aurais pu résister. Il ne manquait pas de personnes qui me conseillaient la résistance ; peut être aurais-je vaincu. Mais, quoique je n'eusse été battu que par huit ou neuf voix de majorité, je repoussai ces conseils.

J'obéis scrupuleusement à mes devoirs et au principe parlementaire. Si la monarchie constitutionnelle eût été possible, je l'aurais volontiers acceptée. Mais je voulais une vraie monarchie constitutionnelle comme en Angleterre. Par malheur, nos princes ne veulent et jamais être de vrais monarques parlementaires. Ils veulent toujours gouverner. C'est ainsi que faisait Louis-Philippe.....

On dit que les gouvernements de l'Europe ne veulent pas la République en France. Je vis depuis quarante ans avec l'Europe ; je connais tous les souverains de l'Europe, et je vous assure que la forme de notre gouvernement est indifférente à la diplomatie.

Il suffit qu'il y ait un gouvernement régulier, légal, raisonnable. Telle devrait être la République. Nous voulons une République modérée, sévère. Sinon, nous aurons l'anarchie.

M. Guérin :—Croyez-vous que la dissolution de la Chambre soit probable ?

M. Thiers, souriant : Oh ! elle résistera. Personne n'aime à mourir. Mais nous viendrons à la dissolution. Aujourd'hui la droite forme la majorité de l'Assemblée. Nous avons peut-être 150 députés qui ne représentent pas plus de 1,500,000 électeurs. C'est l'effet de la confusion au milieu de laquelle nous dûmes faire les élections. Il y a de braves gens dans la droite, mais..... Ils M. Thiers porte la main au front par un geste expressif.

M. Guérin.—Je crois que les nouvelles élections seront favorables à votre opinion.

M. Thiers.—Je le crois aussi. Nous aurons un plus grand nombre de bonapartistes, mais pas beaucoup, une cinquantaine, peut-être.

INONDATIONS EN CATALOGNE.—On lui dans les *Gorges d'Alphonse Karr.*

Parenthèse :

Il y a une trentaine d'années, on vit à Paris se renouveler un débat qui reparaissait de temps en temps,—la police voulait que le pain de quatre livres pesât quatre livres ;—les boulangers soutenaient que, à cause de la cuisson, il leur était impossible de donner un poids tout à fait fixe ;—on remarquait cependant que ce poids ne s'éloignait jamais du poids normal, sous lequel il était vendu, en surplus, mais s'en écartait en moins.

J'eus la bonheur de trancher cette difficulté,—en n'en vendu plus un pain de tel ou tel poids, disais,—mais tel poids de pain ;—qu'on ne vendit plus un pain de quatre livres, mais quatre livres de pain, —que l'on pesa chaque pain et qu'on ajoutât, en coupant un morceau sur un autre pain, ce qui peut manquer au poids annoncé et vendu.

Ce fut un des trois ou quatre petits succès en ce genre que j'ai obtenus dans toute ma carrière assez longue ;—l'autorité accepta cette solution, seulement en modifiant la pour la compléter comme je le demandais.

Il fut dit que les boulangers pèseraient le pain à tout acheteur qui l'exigerait.

Il fallait, —il faudrait défendre aux boulangers, sous une peine sévère, de livrer un seul pain sans le peser, —même maigre à l'acheteur.

On n'a pas pensé au crédit qui met l'un vrer et le pauvre à la discrétion du marchand,—tellement que, même le pauvre payant comptant, l'ouvrier ne s'avisera pas de réclamer une bienveillance dont il peut avoir besoin plus tard, en montrant de la défiance à un homme qui peut lui dire un matin : Ta femme et tes enfants ne mangeront pas aujourd'hui.....

—Le correspondant général du *Journal des Débats*, raconte le singulier accident M. Rochefort est monté l'autre jour en voiture pour aller voir, à Pregny, la villa chant point à quel terrible homme il avait à faire, a eu l'ingénieuse idée,—probablement pour allonger la course,—de le faire que nous sommes à une lieue des frontières, et que s'allarie, en se secourant sa perruque, prétendait pouvoir tout le canton. On ajoute que le cocher, ayant reconnu à l'accent qu'il voiturait un Français de France, lui aurait dit en se retournant : "Maintenant, Monsieur, vous êtes chez vous." Vous voyez de Paris la mine que dut faire M. Rochefort.

—Un homme est, à l'heure actuelle, très sollicité par les rédacteurs de chroniques et de souvenirs.

C'est M. Claude, chef du service de sûreté à la préfecture de police.

On le presse de publier ses mémoires, à l'imitation de Giequet, Canler, etc.

M. Claude avec son air bonhomme, a répondu à l'un de ses solliciteurs :

—Un soldat ne doit pas révéler le mot d'ordre, même quand il a été relever de fact-on.

ADRESSE

au peuple de la Louisiane.

Quartier-général du comité central démocrate et conservateur de l'Etat de la Louisiane.

Nouvelle-Orléans, 6 octobre 1874.

AU PEUPLE DE LA LOUISIANE.

Les conservateurs de la Louisiane réunis à Baton-Rouge, décidèrent unanimement—et cette unanimité a été remarquable—de prendre part à la campagne politique actuelle.

Ils ne croient pas un seul instant, qu'en le faisant ils reconnaissaient l'usurpation d'une manière quelconque, et même indirectement.

Les menées radicaux comprirent ce mouvement spontané des masses ; aussi ne tardèrent-ils pas à imaginer des moyens qui, avec les lois d'enregistrement et d'élection leur permettraient d'annuler le résultat du vote. Il devint évident qu'un enregistrement et une élection honnêtes étaient hors de question.

Les conservateurs en acquirent la preuve quand ils demandèrent une représentation égale au bureau ; leur demande fut repoussée sans hésitation, mais le gouverneur *de facto* proposa, comme faveur, que cinq noms de chaque ward de la Nouvelle-Orléans et de chaque paroisse de l'Etat lui fussent soumis ; il s'engagea à nommer comme d'enregistrement celle de ces personnes qui lui conviendrait, ou qu'une autre, qui donnerait de bonnes garanties, serait choisie en dehors du nombre de citoyens indiqués. Cette promesse n'ayant aucune valeur, l'entrevue se termina sans que rien fut convenu.

Les conservateurs ne se laissant décourager ni par les obstacles ni par la fraude organisée contre lesquels ils avaient à lutter, se mirent en mesure de découvrir et de déjouer les manœuvres de leurs adversaires.

Dans l'intervalle, la colère du peuple n'avait fait qu'augmenter. Les perceptions des taxes décrétées par un gouvernement usurpateur et équivalant à la confiscation, se montraient inexorables. Des jurés de police, même dans des districts qui véhément flétrie inondée, avaient criminellement porté l'impôt local à un chiffre qui mettait les propriétaires dans l'impossibilité de payer. La concession et la corruption régnaient dans tout l'Etat. Une armée de métropolitains, organisée dans le but d'intimider les citoyens quand elle cessait d'être la police de la Nouvelle-Orléans, envahissait les campagnes de temps en temps, avec tous les engins de guerre, non pas pour exécuter les décrets de cours mais les édits et des ordres du gouverneur.

Enfin, pour comble d'outrages, l'administration usurpatrice semblait constamment occupée à exciter les blancs et les nègres, les uns contre les autres, afin d'obtenir des avantages politiques aux dépens des deux races. Les hommes de couleur, qu'on avait habilement travaillés, étaient formés en sociétés ; on leur avait fourni et on continuait à leur fournir des armes ; ils étaient devenus hostiles aux blancs. Ceux, cependant, les sentiments et les intérêts les portaient à cultiver des relations amicales avec eux. Les conservateurs jugèrent alors qu'il était prudent d'organiser des listes blanches qui pussent les protéger en cas de nécessité.

On se rappelait hier à un citoyen le droit d'acheter et de porter des armes ; et cependant le gouverneur *de facto* osa le nier, bien plus, il osa la audacieusement de désarmer les blancs.

Le 14 septembre 1874 fut la conséquence de cette tentative.

Les événements de ce jour mémorable ont convaincu les hommes de couleur qu'ils n'ont rien à craindre de la part de leurs concitoyens blancs ; ils ont prouvé au peuple des États-Unis que notre civilisation rend une guerre de races impossible. Le 14 septembre est une ère sainte dans l'histoire de la reconstruction des États du Sud.

Le président a rétabli Kellogg, mais on le répétera plus que la Louisiane s'est soumise à l'usurpation.

La dissension de la brigade métropolitaine,—la démoralisation de la milice de couleur du sexe milice connue dans cet État et la chûte du gouvernement d'État au premier choc venant d'un peuple outragé—ont enseigné à l'usurpateur qu'un nouveau gouvernement doit avoir des bornes. Aussi, à peine la proclamation présidentielle eut elle publiée, qu'il s'arrangea de façon à commencer des conférences pour arranger les troubles.

Un comité de conférence choisi par lui se réunit au comité analogue choisi par le gouverneur McHenry et le lieutenant-gouverneur Penn. Après plusieurs jours de travaux, la conférence est suspendue par le refus des républicains de procurer trois vacances parmi les cinq membres du bureau des retours d'élection pour l'exécution d'un arrangement d'après lequel deux vacances seraient remplies par deux conservateurs, et la troisième par un républicain acceptable à tous les partis.

Leur contre proposition était que deux vacances seraient accordées aux conservateurs républicains retenant les trois membres déjà sur le bureau, de façon à s'assurer le contrôle pratique du bureau.

L'attention du comité central d'État fut alors appelée sur ce sujet ; et, par une résolution adoptée par le dit comité, la conférence fut reprise en vue de faire l'arrangement qui a été conclu.

Les négociations ont été alors conduites réellement entre les comités centraux c'Etat représentant les deux partis politiques du l'État. C'est avec raison que cette responsabilité a été prise par les dits comités, tenant que les négociations n'affectaient que des questions relatives à la conduite de la campagne politique.

La question de la légalité du gouvernement d'État reste intacte et non compromise et aucune question de principe n'a été discutée, abandonnée ou conclue.

Cet arrangement sur les détails n'entraîne pas un retrait de l'affaire de la Louisiane pendante devant le Congrès des États-Unis. Si la parti adverse ne s'y conforme pas entièrement, cela ne fera qu'accumuler les preuves de l'inutilité des efforts faits par notre peuple pour obtenir une expression loyale et légale de la volonté populaire. Nous avons toujours fait profession d'être et nous sommes des gens respectant la loi.

Notre réputation à l'intérieur et à l'étranger, nos intérêts matériels, notre dévouement à notre État, demandent de notre part la paix, l'ordre et un bon gouvernement.

Le langage employé dans le préambule de l'arrangement n'a pas voulu dire ce que nous acceptons l'imputation que nous sommes, en aucun sens, responsables des désordres dans cet État ; et nous protestons formellement contre une interprétation semblable. Nous nous engageons seulement à donner notre aide et notre influence pour maintenir l'ordre pourvu que l'arrangement soit exécuté avec une promesse bien entendue de la part de nos adversaires politiques qu'ils s'abstiendront à l'avenir de tous actes de nature à provoquer la violence.

Nous ne saurions trop recommander aux conservateurs de s'enregistrer et de voter. Unis, nous marchons contre un ennemi divisé et démoralisé. Avec les garanties obtenues avec les grands intérêts en jeu, avec la fermeté, la vigilance et la résolution dont a déjà fait preuve la population, chaque Louisianais doit exercer et faire respecter son privilège électoral pour donner raison à notre déclaration si souvent répétée que la majorité des votants de cet État est en faveur d'un gouvernement d'État honnête, pur et stable.

R. H. MARR,
président.

ALBERT VOORHIES,
vice-président.

W. J. BUDDENDORF, E. G. DIX, } *Secrétaires.*

NEW ORLEANS SAVINGS INSTITUTION
No 16 Rue du Canal.

DIRECTEURS :

Dr. W. Newton Mercer.
David Urquhart,
John G. Gaines,
Carl Kohn,
Christian Schneider,
Samuel Jamison.

L. F. Generes,
George Jones,
Thomas M. Adams,
Thos. Allen Harris,
Chas. J. Leeds.

L. F. GENERES, *Président.*
CHAS KILBURN, *Secrétaire-Trésorier.*

DONATIEN AUGUSTIN,
Register in Bankruptcy,
Office Conveyancing building, next to U. S. Custom house.

Commissioned as Chief Justice of the Supreme Court by the Honorable Benjamin F. Flanders May 1st, 1865.

Prepares with the utmost promptness and accuracy all papers in bankruptcy, and attends to all business connected with the Bankrupt Court. Has had a large experience in the practice of the Bankrupt Court, and is prepared to attend to all business connected with it with promptness and dispatch. Has the blanks and forms used in the Bankrupt Court, and will furnish them to parties desiring to file their petitions in bankruptcy.

Refers to Messrs. Hyde & Goldsborough, Bankers, New Orleans.

LISTE DE CANDIDATURES
Des Démocrates-Conservateurs.

TRÉSORIER D'ÉTAT.
JOHN C. MONCURE, DE CADDO.

POUR LE CONGRÈS :

PREMIER DISTRICT,
GEN. R. L. GIBSON, d'Orléans.

SECOND DISTRICT,
E. JOHN ELLIS, d'Orléans.

TROISIÈME DISTRICT,
JOSEPH A. BREAUX, d'Iberia.

QUATRIÈME DISTRICT,
W. M. LEVY, de Natchitoches.

CINQUIÈME DISTRICT,
W. B. SPENCER, de Concordia.

SIXIÈME DISTRICT,
JOS. M. MOORE, de St. Landry.

ADRESSE AU PEUPLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Le comité de cinq, nommé par la convention démocratique de paroisse qui vient de s'ajourner, a publié l'adresse suivante :

Au peuple de la Paroisse d'Orléans.

La convention de paroisse du parti démocratique et conservateur a chargé les membres de ce comité de préparer une adresse, en leur recommandant instamment de protester contre le projet de l'exécutif de signer et de promulguer le bill amendant la charte de la ville de la Nouvelle-Orléans.

La convention était composée de délégués choisis par les votants conservateurs et représentant les différents wards. Ils avaient pour seule mission de désigner les candidats pour les différentes places publiques et ils n'ont pas qu'ils étaient autorisés en aucune façon à faire une déclaration de principes politiques ou à annoncer un programme quelconque.

Les procédures de la convention sont maintenant connues de tous et il n'est pas nécessaire de récapituler les faits dans cette adresse.—

Il y a un grand nombre de places à être remplies aux élections prochaines et il y a beaucoup de candidats pour chaque place.

Heureusement que les candidats étaient des hommes honnêtes et droits, de sorte que la convention n'a eu qu'à choisir entre les bons noms qui étaient présentés, celui qui, de l'avis de la majorité, convenait le mieux pour telle ou telle place, selon les circonstances, et celui qui serait le plus propre à obtenir l'approbation de la grande masse des électeurs conservateurs.

Il a été impossible à la convention de satisfaire tout le monde dans le choix des candidats, et elle croit que quelques uns des candidats qui ont été laissés sont tout aussi compétents, honnêtes et fidèles que leurs compétiteurs plus fortunés. En même temps, elle est certaine que la liste de candidats telle qu'elle est présentée, ne peut manquer dans son ensemble de mériter la confiance de tous les votants conservateurs de la paroisse, parce qu'elle est digne d'obtenir leurs suffrages.

Cette liste de candidats est composée de façon à rendre non seulement le succès certain, mais aussi à inspirer aux masses de confiance que chacun des candidats remplir fidèlement et consciencieusement son devoir.

Le bruit a couru que l'Exécutif a l'intention de signer et de promulguer un bill amendant la charte de la ville de la Nouvelle-Orléans. Ce bill n'a pas été, que nous sachions, rendu public ; et nous ne pouvons faire aucun exposé de ses dispositions. Mais on croit généralement que son effet serait d'abolir le gouvernement actuel de la ville ; de rendre vacants les emplois des titulaires actuels, et de soumettre l'administration municipale au contrôle de l'Exécutif par le moyen de fonctionnaires nommés par lui. Si ce bill prenait la forme d'une loi par l'approbation et la signature de l'Exécutif, la ville de la Nouvelle-Orléans serait privée de ses franchises et l'Exécutif aurait ainsi d'un pouvoir destructif de nos droits et de nos intérêts, et offrant un danger immanent pour la paix publique.

Nous espérons que l'Exécutif n'a aucune intention de ce genre, mais, suivant les instructions de la Convention, nous protestons solennellement, au nom du peuple de la Nouvelle-Orléans, contre tout changement actuellement à notre charte de la ville, et plus particulièrement contre la signature et la promulgation du bill en question, ou de tout bill par lequel la ville de la Nouvelle-Orléans serait privée de ses franchises, et le gouvernement de la ville soumis aux créatures de l'exécutif ou à des fonctionnaires autres que ceux choisis, ou qui doivent être choisis par l'élection libre du peuple. Sans avoir l'intention d'employer aucun terme de menace, nous déclarons que, dans notre opinions, tout changement entraînerait les conséquences les plus sérieuses, et mettrait grandement en péril la paix publique, que nous désirons très sincèrement voir préserver.

Et, maintenant, conciteyens votants conservateurs de la paroisse d'Orléans, de toute classe et de toute condition, vous qui désirez vous affranchir du mauvais gouvernement, de l'usurpation, des oppressions et des exactions qui ont presque mis en banqueroute le peuple, l'Etat et la ville, et qui nous ont conduits à la ruine et à la dégradation politiques, nous vous présentons notre liste de candidatures, et nous vous demandons de la prendre loyalement et sincèrement en considération.

Nous savons que quelques-uns d'entre vous doivent, nécessairement être désappointés de l'échec des candidats qu'ils préféraient personnellement ; mais ayant soumis leurs prétentions à la décision de la convention, il ne reste plus à tous, comme bons citoyens, qui ne désirent que servir l'intérêt public, que de donner leur appui cordial aux candidatures. Mettons de côté nos préférences personnelles, nos vieux personnels, nos jalousies personnelles et unissons-nous comme un seul homme dans un but commun.

Que tout homme, qui en a le droit, s'enregistre, que tout homme qui est convaincu de la parfaite pureté de la liste conservatrice, et nous pourrons, avant peu, vous notre Etat et notre peuple affranchi et libre.

R. H. MARR,
Président.

T. Bailly Blanchard,
W. B. Schmidt,
Emile J. O'Brien,
Archibald Mitchell.
} Membres du comité.

Adresse aux vrais conservateurs de la Paroisse d'Orléans.

Salle du Comité Démocrate de Paroisse,
Nouvelle Orléans, 25 sept. 1874.

Le Comité Démocrate de Paroisse croit nécessaire, en ce moment, d'appeler l'attention de leurs concitoyens sur l'importance de conserver et de compléter leur organisation pour la prochaine campagne.

Il est du devoir de tout citoyen patriote de s'enregistrer, de voter et de voir à ce que son vote soit compté.

L'organisation et l'enthousiasme qui ont valu au peuple une victoire glorieuse le 14 du courant vaudra un enregistrement honnête, une élection honnête et un compte honnête. Nous ne demandons pas davantage pour le succès de notre cause en novembre.

Faites inscrire chaque votant conservateur. Faites comprendre à tout étranger qu'a droit à la naturalisation l'importance et actif immédiatement ainsi d'aller au salut de l'Etat.

Maintenez l'organisation de vos clubs ; essayez de sauver la Louisiane par l'élection d'hommes intègres et capables.

P. MAJOCHER, Président.
WILL STEVEN, Vice-Président.
E. L. BOWES, secrétaire.
Accept.

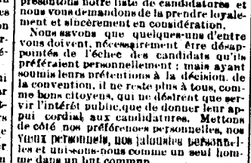
Bureaux de la Compagnie d'Assurance Delta.

Co n des rues Carondelet et Commune.—Mlle Orléans, entre septembre 1874.—Conformément aux dispositions de la charte amendée et à une résolution du Conseil des Directeurs, à une assemblée spéciale tenue le 15 juin dernier, les souscripteurs au capital social de cette compagnie, a été par les présentes autorisé d'avoir à se présenter à ses bureaux dans le but d'effectuer les versements suivants :

10% pour cent le 1er octobre 1874.
10% pour cent le 1er novembre 1874.
10% pour cent le 1er décembre 1874.
Quinze pour cent le 1er décembre 1874.
Quinze pour cent le 31 décembre 1874.

Par ordre de la Direction.

L. W. BAQUIÉ,
1erSept—4m *Secrétaire.*



IMPORTATEURS ET MARCHANDS
—DE—
Quincaillerie et Quincaillerie d'étagères,
AMÉRICAINES ET ÉTRANGÈRES,

Aux Nos 89 et 91 de la rue de Camp,
Succursale, au No 545 de la rue des Magasins ;
Entrepôt, aux Nos 143, 145 et 147 de la rue des Magasins.

OUTILS de charpentiers et de tonneliers.
MACHINES et outils de forblantiery.
ARTICLES de fonte, en fonte, en fonte, en fonte et en fonte.
FOURNEAUX de cuisine et RECHAUDS.
Toute espèce d'ARTICLES DE MÉNAGE.

FABRICANTS de
ARTICLES en ferblanc brillant et vernis à laque.
FOURNEAUX doubles, étroits, de Warren pour cuire et chauffer.
FOUENE. U Charter Oak de cuisine, connu depuis dix-huit ans comme le seul fourneau parfait.
Chaque fourneau Charter Oak est garanti.
Demandez la liste des prix et les catalogues en donnant une description des articles.

AVIS.

Les personnes noires, que les dépositaires, ayant été déclarés insolvables par la FREEDMAN'S SAVINGS & TRUST Co, ou l'une quelconque de ses succursales, sont priées de les adresser avec preuves à l'appui au bureau des commissaires des Freedmen's Savings, Washington. District de Columbia.

Les déposants, leur livrets balancés par les officiers de la compagnie susnommé, sont priés de prouver comme quoi ils sont les propriétaires de la somme qu'ils réclament, et de donner autant de preuves que possible, aux commissaires de leur bonne foi, leurs livrets pour le balancer.

JOHN A. LOGAN,
R. T. MERRICK,
H. WILSON,
Commissaires.

Parti au 6 jv. 75

SPECTACLES, BALS, &c.

Académie de Musique
23 BIENVILLE.

Sept soirées et samedi à midi,
A partir de LUNDI, 28 octobre 1874,
Et tous les soirs et les samedis à midi,
Les 1, 15 et 16 NOVEMBRE,

et leur fameuse troupe dramatique, jouera les drames suivants qui ont eu tant de succès à

Paris, à Londres et à New-York.

LUNDI.—Première représentation de MONSIEUR, ou LE SERF.
MARDI.—Première représentation de MONSIEUR, ou LE SERF.
MERCREDI.—LA FILLE DU DÉSERT, ou LES GARDES ALSTEINES.
JEUDI.—Première représentation de LE SPHINX and LINGARD'S SKETCHES.
VENDREDI.—Première LA FILLE DU DÉSERT, ou LES GARDES ALSTEINES.
SAMEDI A MIDI.—Mme. ALPHONSE and LINGARD'S SKETCHES.
SAMEDI SOIR.—Première représentation de LE SPHINX.
DIMANCHE.—THE NEW MAGDALEN and LINGARD'S SKETCHES.
On peut retenir les places. 22 oct—

UNE SERIE DE
REPRÉSENTATION A BENÉFICE,
—DANS UN BUT DE CHARITÉ
Sera donné par Mr. D. BIDWELL, à son
ACADEMIE DE MUSIQUE
Pour le —
LADIES' CRESCENT CITY RELIEF ASSOCIATION,
—Au bénéfice des—
FAMILLES DES BRAVES TOMBÉS
—Dans la—
MÉMORABLE JOURNÉE DU 14 SEPTEMBRE
Il y aura une série de spectacles choisis,
SIX SOIRÉES CONSÉCUTIVES ET DEUX MATINÉES, Commençant
Lundi soir, 2 Novembre 1874.
—Continuant—
Mardi 3, Mercredi 4, à midi et le soir.
Jeudi 5, Vendredi 6, et Samedi 7, à midi et le soir.

On peut se procurer des billets chez W. A. Bell, 18 rue de l'Union, remplissant les fonctions de président des administrateurs du

COMITE CENTRAL DE SECOURS DES DAMES.

Billets : Une Piastre ; bons pour toute représentation de la série.

Avis sera donné du moment où on pourra se procurer des places en contrôle, et aussi des programmes pour toute la série de représentations.

Le rideau métallé en orné de diamant, fait et imposé chez la Compagnie du Canal No 115, derrière le Mr. D. Bidwell à la porte qui entre dans la cour. Il y a un grand nombre de billets pour la série.

oct—au 8 nov

Théâtre du Globe,

Au coin des rues Baronne et Perdido.
J. KITTRIDGE.....Locataire et directeur.

Troisième semaine de la saison, et du brillant engagement des artistes distingués les noms Wolfrell, Sophie et Irene, Emma Harper et Mr. Cahill (notre Harper) qui paraîtront ce soir

LUNDI, 26 octobre 1874,

Et jusqu'à nouvel ordre, dans le burlesque original intitulée

LES BRIGANDS,

dans laquelle toute la compagnie paraîtra. Arrangement Premières Danseuses, Mlles Sophie et Irene Harper.
John E. Taylor, Ruby Lindley, l'Enfant Blanc, Ernest Byne, Gerard Byne, Pendy, Gaylor, Mlle Adams, Mlle Nichols, Prof. Le Fort &c., &c.
Le spectacle suivra l'ouverture à 8 heures.
Dec 1—

Grand Bal de Pompiers
DONNÉ PAR LE
ST BERNARD STEAM ENGINE FIRE COMPANY
A la Salle du Club Mississippi.
Près des Casernes des E. U.
SAMEDI soir, 24 octobre 1874.
COMITE D'ARRANGEMENTS.
A. DARCANTEL, Président.
E. A. Ducros, J. F. Lemmais, François Carrier, Charles Fazendorfer.

COMMISSAIRES.
CUNBAU, Président.
Geo. Haas, John Jaffe, John Dolhonde,
H. Story, Jos. Lemmais, F. Doerr,
P. C. Darcantel, F. V. Ducros,

COMITE DE RÉCEPTION.
H. CUNBAU, Président.
Hon. L. A. Wiltz, Maj. J. Legar M. Musson,
Capt. J. Sykes, Col. A. de L. Tureaud,
Jr. Capt. John An W. Fagan,
G. Nott, Gustin, J. Aycock,
Thos. O'Connor, A. Castellon, Phil. Laffon,
D. B. Bruni, Jos. Donaldson, P. A. Leloup,
Thos. Fallon, Alexander, P. C. Ducros,
Phil. Buchanan, J. J. Meunnier, Jno. Chavers.

Les demandes d'invitations pour dames doivent être envoyées à la salle du Club Mississippi, ou à la Chambre No 4 du "Crescent City Club," à l'adresse du comité d'invitation.

Les chars feront le service la nuit. Le prix sera de cinquante cents après minuit.
Prix du billet..... $1 00
21oct—4t

"LA BIENVENUE A NOS AMIS."
Grand Bal paré et masqué, de Pompiers,
DONNÉ PAR LE
Vigilant Steam Fire Company No. 3,
A la salle Grunewald, le SAMEDI, 14 novembre 1874.

Comité d'arrangement.

George H. Tardy, L. Weisenbach, Frank Keehn.

Prix du billet..... $2 00

On peut se procurer des invitations pour dames en s'adressant au comité ci-dessus.

R. Smith, No 231 de la rue Rochebleve. T. Robbins, 5 coin Dauphine et Toulouse. Tardy, No 167 de la rue St. Philippe. M. Rupp coin St. Jean et Claiborne. Thos. Rus, rue St. Antoine, entre Soldelle et Joseph. Mr. Bidwell, No 126, rue de l'Union, entre Craps et Grands Hommes.

On recevra jusqu'au 4 novembre, des propositions cachetées pour la buvette, le vestiaire et le restaurant. S'adresser à Geo. H. Tardy, No 167 du chemin du Canal, entre Rampart et Dauphine, ou à Del'Exchis ge Place. Frank Keehn, coin chemin du Canal et Tonti.
14oct—4ts,5—1,8nov.

CRESCENT CITY RELIEF ASSOCIATION,

Mme S. A. WILKINSON, Présidente.
Mme F. E. GOLDEN, Secrétaire.
Mme E. SHROPSHIRE, Trésorière.

COMITÉ EXÉCUTIF.

DAMES.

Mme Arch. Mitchell, Mme Thad. Waterman,
Mme Clara Charles Mme C. Toby,
Mme Mary Stamps, Mme E. John Ellis,

MESSIEURS.

H. E. Shropshire, Thad. Waterman,
Dr John G. Angell, Wm. A. Bell,
Wm. Pegis.

COMITÉ DE FINANCE.

DAMES.

Mme J. K. Guthrie, Mme Wash. Marks,
Mme N. Buckner, Mme S. Choppin,
Mme H. S. Armstrong, Mme Rich. Flower,
Mme H. H. Marr.

MESSIEURS.

Wm. S. Pike, J. C. Morris.
M. Musson, Harmon Deane,
C. W. Allen.

DAMES.

Mme Columbus H. Allen Mme Jas Augustin,
Mme H. S. Armstrong, Mme Abrahams,
Mme Newton Buckner, Mme James Buckner,
Mme Wm J. Behan, Mme Jesse M. Bell,
Mme E. A. Burke, Mme James Bowling,
Mme James Brooks, Mme Neuvile Bienvenu
Mme J. D. Bruns, Mme E. B. Briggs,
Mme J. A. Blaffer, Mme Augustus Block,
Mme S. H. Boyd, Mme A. Foster Aiken,
Mme D. Ward Brickell Mme Wm. Black,
Mme W. A. Bell, Mme Jas. T. Aycock
Mme N. Commandeur, Mme Samuel Choppin,
Mme C. A. Conrad, Mme F. P. Coutrenier,
Mme H. D. Coleman, Mme W. H. Chaffe,
Mme S. Duval, Mme J. B. Colton,
Mme Joseph Donegre, Mme M. Dietrich,
Mme R. Flower, Mme E. John Ellis,
Mme Old. Folger, Mme Wm. Pagas,
Mme J. N. Follett, Mme W. E. Parks,
Mme W. H. Foster, Mme Am. Forpier,
Mme Given, Mme John Gyan, Jr,
Mme L. H. Gardner, Mme James E. Gutheim
Mme Leela Greenlief, Mme Chas. Gallagher
Mme Fred Heyland, Mme Wm. E. Huger,
Mme Chas. Harrod. Mme Hoffmann,
Mme E. J. Hart, Mme A. H. Isaacson,
Mme Dave C. Johnston, Mme Jos. Jones,
Mme Jos. Jonas, Mme E. Kirpatrick,
Mme D. M. Kilpatrick, Mme C. C. Labatt,
Mme T. P. Leathers, Mme Jos McKitoy,
Mme Chas. Macready, Mme Frank McGloin,
Mme Wash Marks, Mme Arch'l Mitchell,
Mme Jos Mitchell, Mme Victor Meyer,
Mme Eugenie May, Mme John Myers,
Mme J. N. Marks, Mme John Matthews,
Mme Perry Nugent, Mme F. O. Minor,
Mme A. S. Ogden, Mme R. Pritchard,
Mme H. N. Ogden, Mme Palfrey,
Mme D. M. Pleasants, Mme Frank Preston,
Mme W. S. Pike, Mme D. B. Penn,
Mme John N. Payne, Mme W. C. Raymond,
Mme Theodore Rhuite, Mme E. W. Stauffer,
Mme Warren Stone, Mme P. Lee Slyke,
Mme Fred. Southmayd, Mme J. M. Seixas,
Mme Schreiber, Mme Thomas Simms,
Mme Mary Stamps, Mme W. B. Schmidt,
Mme A. B. Sugar, Mme J. L. Tennison,
Mme C. Toby, Mme R. A. Tyler,
Mme C. Tyler, Mme W. Tudor,
Mme Uhlhorn, Mme Albert Voorhies,
Mme O. F. Vallette, Mme Eug. Waggaman,
Mme Thad. Waterman, Mme J. S. Wood,
Mme Alex Walker, Mme C. E. Whitney,
Mme J. W. Patton, Mme R. H. Marr,
Mme J. Cooper, Mme J. J. Mellon,
Mme John Lalanda, Mme Edw. Reed.

Cette Association a été organisée par les dames de la Nouvelle-Orléans dans le but de lever des fonds pour assister les familles de ceux qui sont tombés pour la défense des droits du peuple le 14 septembre.

Il y aura des rafraîchissements dans la salle pendant le concert. 8 oct—20t

---

Restaurant Cosmopolitain,
12 et 15.....RUE ROYALE.....12
Entre les rues Canal et Dauphine.

LOUIS CHAPLAIN, Propriétaire.

On trouvera toujours tous les mets les plus favorisés de la table offerts et toute espèce de Vins de choix ; tout ce qu'il faut pour les Soirées, les Mariages, etc.

Il y a des salons particuliers au premier ; des chambres à coucher sont toujours à la disposition de la maison.

Les Restaurateurs servent toute la journée.

La Banque d'Epargne des Citoyens,
GRUNEWALD HALL.
No. 529 rue Baronne,
J. L. GUBERNATOR, Président.
M. RENNER, caissier.

Les dépôts faits par les femmes mariées et par les enfants ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou personnes autorisées par eux. Les dépôts faits par les hommes mariés ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou personnes autorisées par eux, à moins que dans l'intérêt de leurs enfants et de leurs femmes, ils ne donnent avis par écrit de leur intention de retirer leurs dépôts